



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 4 au 10 juin 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

À la fin de la journée 10 juin, le Mexique enregistrait 124 301 cas confirmés de COVID-19 (+4 883 cas vs. la veille), ce qui représente une augmentation de 23 % des cas en une semaine. 14 649 personnes auraient perdu la vie en raison de l'épidémie. 91 421 personnes se sont rétablies suite à l'infection.

Economie

Selon les données du FMI en date du 5 juin, les mesures de relance budgétaire dans le pays représentent 0,7 % du PIB, plaçant le Mexique à l'avant-dernière place des pays du continent américain, juste devant le Bahamas. A titre de comparaison, les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine ont alloué respectivement 12%, 10% et 4,9% de leur PIB.

La Banque mondiale porte à 7,5% sa prévision de contraction de l'économie mexicaine pour 2020 (vs. 6% précédemment). Cependant, l'institution prévoit désormais une reprise de 3% en 2021, contre 2,5% en avril. Au niveau mondial, elle anticipe une récession de 5,2%.

L'OCDE abaisse également ses pronostics de croissance : elle prévoit une contraction de 7,5% de l'économie en l'absence de seconde vague d'infection d'ici la fin de l'année, et de 8,6% dans le cas contraire.

La Banque mondiale a approuvé un prêt d'1 Md USD au gouvernement mexicain pour soutenir le financement des politiques de développement. Il s'agit du premier financement avec une organisation internationale, demandé par l'administration d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) dans le cadre de la réponse des autorités à l'impact financier généré par Covid-19.

Le président AMLO a officiellement nommé Jesús Seade l'économiste qui a dirigé les négociations commerciales avec les États-Unis et le Canada, comme candidat du Mexique au poste de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il occupe actuellement le poste de vice-ministre des Affaires Etrangères en charge de l'Amérique du Nord.

Suite aux mesures de confinements, les banques mexicaines ont enregistré des bénéfices de 1,8 Mds USD (39 Mds MXN) à la fin du mois d'avril, soit une baisse de 29,1 % en termes réels par rapport à la même période l'année dernière. Toutefois, à la fin du mois d'avril 2020, le total des actifs du secteur des banques a connu une augmentation de 21,1 % g.a. et le portefeuille de crédit de 8,1 % g.a. Le taux de crédit douteux du portefeuille total s'est

établi à 2,32 %, soit une augmentation de seulement 0,2 point de pourcentage par rapport au niveau observé en avril 2019.

Les opérations douanières du commerce extérieur à l'échelle nationale ont enregistré une baisse de 21 % en avril par rapport au mois de mars, selon les données de la Confédération des associations d'agents en douane de la République mexicaine (CAAAREM). Malgré la baisse principalement due aux restrictions commerciales causées par la pandémie de COVID-19, le président de la CAAAREM a anticipé qu'avec l'entrée en vigueur du Traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) le 1er juillet, il y aurait une augmentation des opérations de commerce extérieur dans le pays.

L'inflation a atteint 2,84% g.a. en mai, sous l'effet de la hausse des matières premières (+4,3%).

Le coordinateur de Morena au Sénat, Ricardo Monreal, a présenté une initiative visant à fusionner les organismes de régulations - l'Institut fédéral des télécommunications (IFT), la Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece), et la Commission de régulation de l'énergie (CRE) - dans un nouvel organisme qui serait appelé Institut national des marchés et de la concurrence pour le bien-être (INMECOB). Cet organisme aurait pour objectif de garantir la libre concurrence, ainsi que de prévenir et de combattre les monopoles dans les secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion et ferait partie des mises à jour du cadre réglementaire du traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC).

Cette initiative n'a pas été bien accueillie par le secteur privé : selon Enoch Castellanos, président de la Chambre nationale de l'industrie de transformation (Canacindra) et de la Chambre de commerce internationale (ICC), il s'agirait d'un « pas en arrière » pour la vie institutionnelle du pays, transformant des organes techniques en instruments politiques. La proposition a également été rejetée par les partis d'opposition : le leader national du PRD, Ángel Ávila, dénonce un « monstre réglementaire ».

La production industrielle au Mexique a chuté de 29,63 % g.a. au cours du mois d'avril, selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). Ce chiffre représente sa plus forte baisse depuis que les données sont disponibles, c'est-à-dire depuis 1993. Elle accumule ainsi 21 mois consécutifs de baisse.

[Finances Publiques](#)

Selon l'OCDE, face à la gravité de la crise économique, le Mexique a des marges de manœuvre pour accroître son endettement. La réputation du Mexique, qui a notamment entamé un assainissement de ses finances publiques ces dernières années, lui donne notamment une crédibilité auprès des marchés.

[Entreprises et grands contrats](#)

En mai, seulement 22 000 voitures ont été produites au Mexique, soit 93,7 % de moins qu'à la même période l'année dernière. Cette diminution est la plus importante signalée par l'industrie depuis que les registres ont été mis en place. Elle est due à la suspension des activités des usines d'assemblage dans le pays en raison de la crise sanitaire.

L'Association nationale des supermarchés et des grands magasins (ANTAD) a indiqué qu'en mai, les ventes de ses membres ont baissé de 19 % g.a.

Les dépenses totales du tourisme ont chuté de près de 94% en avril g.a.: les touristes nationaux et internationaux ont dépensé 131 M USD, contre 3 Mds en avril 2019. Le nombre de visiteurs entrant dans le pays a quant à lui baissé de 72,4%. Il s'agit de la pire crise recensée de l'industrie touristique du pays.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 10/06/2020
Bourse (IPC)	+0 %	-12,9 %	38 266 points
Taux de change USD/Peso	+0,3%	+18,6 %	21,84 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,5%	+19,6 %	24,85 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+5,4 %	-37%	34,43 USD/Barils

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 10 juin 2020</i>
Costa Rica	1 461 Décès : 12
Guatemala	8 221 Décès : 316
Honduras	7 360 Décès : 290
Nicaragua	1 464 Décès : 55
Panama	17 889 Décès : 413
Salvador	3 373 Décès : 64

Selon la Banque Mondiale, l'Amérique latine connaîtra une baisse de 7,2% de son PIB en 2020, une récession bien plus profonde que celles causées par la crise financière mondiale de 2008-2009 et la crise de la dette latino-américaine des années 80.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

L'agence de notation S&P a baissé mardi 9 juin la note du Costa Rica à "B". Elle justifie cette décision par les doutes sur la mise en œuvre des réformes structurelles et l'effet de la pandémie sur l'économie. L'agence de notation a notamment déclaré qu'elle s'attendait à une contraction plus marquée du PIB du Costa Rica et à une plus grande détérioration budgétaire en 2020 et 2021.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Plus pessimiste que la Banque centrale du Guatemala qui anticipe une baisse du taux de croissance comprise entre -0,5% et -1,5%, JP Morgan prévoit pour 2020 une récession économique de l'ordre de -2,9% pour le Guatemala.

L'Agence Américaine de Financement pour le Développement International (DFC) approuve un prêt de 200 MUSD à l'établissement bancaire Banco Industrial (1^{ère} banque en termes de volume d'actifs, de dépôts et de crédits du pays) afin de faciliter l'accès aux crédits pour les PME. La priorité sera donnée aux entreprises situées dans les zones rurales ainsi qu'aux femmes entrepreneures. Ce financement étatsunien s'inscrit dans le cadre du programme *America Crece*, lequel a pour objectif de développer économiquement les pays centraméricains afin de limiter l'immigration illégale vers les Etats-Unis.

Le Guatemala instaure des mesures de réciprocité à l'encontre du Costa Rica visant à répondre aux restrictions imposées par ce dernier pays pour limiter l'accès aux étrangers sur son territoire pour contenir la pandémie de Covid-19. Ces mesures génèrent depuis plusieurs semaines de nombreuses pertes pour les entreprises et des problèmes importants pour toute la chaîne logistique centraméricaine.

Le Ministère des Finances (Minfin) a procédé à l'émission de 162 M USD de Bons du Trésor : 64 M USD à 11 ans avec un taux d'intérêt de 5,24% et 90 MUSD à 15 ans avec un taux d'intérêt de 5,48%.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un prêt d'urgence de 594 MUSD pour le Guatemala afin de permettre au pays, dans le cadre de la crise du Covid-19, de répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Selon la Chambre de commerce et d'industrie de Tegucigalpa (CCIT), 400 000 emplois pourraient être supprimés à cause de l'impact du Covid-19 sur les entreprises.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé une ligne de crédit de 2,5 M USD en faveur de la Fundación Covelo afin de promouvoir la croissance et la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que soutenir le logement social. L'accent sera notamment mis sur le soutien à la relance des MPME dans le cadre de cette crise du Covid-19.

Le secteur privé estime à 400 M USD le manque à gagner pour les entreprises honduriennes entre avril et mai 2020 en raison notamment des restrictions gouvernementales visant à empêcher la propagation de Covid-19 et à une baisse de la demande des Etats-Unis. L'un des secteurs les plus touchés est celui des *"maquiladoras"* (secteur textile ; production de machines et de harnais de câblage pour l'industrie automobile des États-Unis notamment).

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

D'après l'Association nicaraguayenne du textile et de l'habillement (Anitec), entre le 1^{er} janvier et le 30 avril de cette année, le secteur du textile et de l'habillement au Nicaragua a enregistré 463 M USD de recettes d'exportation, soit une baisse de -15,8%, par rapport à la même période en 2019 (550 MUSD). La production d'équipements médicaux (masques, blouses...) à destination d'entreprises étatsuniennes pour faire face au Covid-19 aurait permis d'atténuer cette diminution des ventes. Anitec estime à 30% la baisse des exportations en valeur de ce secteur pour cette année tandis qu'au moins 10 000 employés seraient toujours en chômage partiel. La reprise progressive de l'activité aux Etats-Unis, principal pays client du Nicaragua, devrait permettre au cours des prochains mois de relancer les entreprises nicaraguayennes du secteur textile.

Déjà impactés par la crise sociopolitique depuis 2018, au moins 25% des restaurants-bars risquent une fermeture définitive à cause du Covid-19, d'après la Chambre nicaraguayenne des Restaurants et Similaires (Canires).

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Selon le Ministre de l'économie, il sera nécessaire de recourir à une demande de financement supplémentaire, principalement externe et sur les marchés internationaux, pour pouvoir faire face à la situation budgétaire que connaît le pays, en raison des faibles revenus perçus par l'État au cours des mois de mars, avril et mai. Il a indiqué que les revenus actuels du gouvernement avaient chuté de 882 M USD au cours des mois de mars, avril et mai, bien en deçà de ce qui avait été budgétisé. Concernant le possible recours au fonds souverain, qui totalise environ 1,3 Md USD, le Ministre a confirmé que s'ils devaient être utilisés, ce serait pour financer le budget de l'État.

De janvier à mars 2020, l'économie du Panama a progressé de 1,9%, selon l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) de l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC). Les secteurs économiques ayant contribué positivement à cette croissance sont : l'exploitation minière; le secteur agricole; électricité et eau; transport, stockage et communications; l'intermédiation financière.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

D'après le think tank FUSADES, la dette publique du Salvador pourrait passer de 71% du PIB avant la crise du Covid-19 à 93% d'ici la fin de l'année 2020.

Selon le Ministère du tourisme (Mitur), les recettes du secteur touristique salvadorien pourraient chuter de 960 MUSD en 2020, passant de 1,77 Md USD en 2019 générés par 2,6 millions de touristes étrangers à 810 MUSD cette année, ce qui ramènerait ce secteur à son plus bas niveau depuis 2013.

Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) du Salvador estime à 22 MUSD les pertes du secteur agricole (production de céréales, de légumes et de fruits uniquement)

générées par les tempêtes tropicales Amanda et Cristobal. Les pertes dans l'aquaculture et l'élevage ne sont pas comprises dans ce montant. Ahuachapán, Santa Ana, Sonsonate et La Libertad seraient les départements les plus impactés par ces deux dernières catastrophes naturelles.

Afin de répondre à l'urgence provoquée par les tempêtes tropicales successives Amanda et Cristobal, les autorités salvadoriennes ont autorisé la reprise des activités des entreprises dédiées à la fabrication et à la distribution de produits en plastique. L'activité de ces dernières avait été suspendue dans le cadre des mesures de confinement prises par le gouvernement pour faire face au Covid-19.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt de 50 MUSD au gouvernement salvadorien pour faire face au Covid-19 en contribuant notamment au financement de programmes dans le domaine de la santé.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 10 juin 2020</i>
République dominicaine	21 437 <i>Décès : 561</i>
Haïti	3 796 <i>Décès : 58</i>
Jamaïque	605 <i>Décès : 10</i>
Cuba	2 219 <i>Décès : 84</i>

Cuba

2017 – PIB: 85,7 Mds USD | Pop: 11,3 M hbts

7 nouvelles entités cubaines incluses à la liste noire dont Fincimex : Le Département d'Etat américain a annoncé mercredi 3 juin 2020 l'extension de la liste d'entités contrôlées par les services militaire, d'intelligence et de sécurité de Cuba avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction étatsunienne ont interdiction de réaliser des transactions financières directes. Trois hôtels (*Hotel Marqués de Cardenas de Montehermoso, Hotel Regis et Hotel Playa Paraíso*), deux centres de plongée (Varadero et Las Molas), un parc touristique marin ainsi que Fincimex sont désormais inclus, portant à 233 le nombre total d'entités concernées par les restrictions. Fincimex, institution d'intermédiation financière, est notamment en charge de la gestion et de l'administration des *remesas* depuis l'étranger vers Cuba. Elle est ainsi la contrepartie cubaine de Western Union, spécialisé dans les transferts internationaux d'argent et utilisé depuis 20 ans par les cubano-américains pour envoyer des fonds à leurs proches restés sur l'île. Cette décision pourrait menacer les transferts financiers

de la diaspora cubaine, deuxième source de devises du pays et indispensables au financement du secteur privé et de nombreux ménages.

La FAO et Cuba se rapproche face au changement climatique : Le ministère de l'agriculture cubaine (MINAG) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont signé un accord pour la promotion de systèmes agroalimentaires plus durable à Cuba. D'un montant de 119 MUSD, le projet IRES d'une durée de 7 ans, sera financé par le gouvernement cubain à hauteur de 81,7 MUSD et par le Fond Vert pour le Climat (38,2 MUSD). Il prévoit ainsi la réhabilitation des territoires agricoles de 7 provinces de Cuba via le développement de systèmes de productions plus résilients (systèmes agroforestier, sylvopastoraux, agroforesterie...) et l'investissement en équipements et machine agricoles. Cette initiative répond à un objectif d'amélioration de la sécurité alimentaire du pays dans un contexte de forte dépendance vis-à-vis de l'étranger conséquence de la sous-performance chronique du secteur agricole cubain et de la forte vulnérabilité de l'île face au changement climatique.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

L'Americas Society et le Council of the Americas (AS/COA) ont lancé la deuxième édition de l'indice de capacité de lutte contre la corruption (CCC). La République dominicaine se situe dans le bas de l'indice CCC, principalement en raison de son faible score dans la sous-catégorie Capacité juridique. Le pays est derrière la moyenne régionale pour six des sept variables notamment en ce qui concerne l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption, l'utilisation d'instruments de négociation de plaidoyers et de collaboration, et la force institutionnelle des organismes d'enquête. Un sentiment d'impunité domine toujours vu que des affaires de corruption très médiatisées ne sont pas résolues. Les performances dominicaines dans la sous-catégorie "société civile, médias et secteur privé" sont relativement meilleures, ces facteurs ayant probablement contribué à l'augmentation des manifestations civiles.

Haïti

2017 – PIB: 8,4 Mds USD | Pop: 11 M hbts

Le président Jovenel Moïse a annoncé l'arrêté qui déclare d'utilité publique l'habitation de Mouchinette à Limonade. Un terrain de 40 hectares sur lequel la Banque Interaméricaine de développement va construire le centre de gestion des déchets solides. La BID a annoncé le démarrage du projet bientôt, ce qui contribuera à l'amélioration de la gestion des déchets, l'amélioration des vies et le développement de la région du nord.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Économique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

